Ce jeudi 6 décembre, suite à la mobilisation des lycéens de Mantes-la-Jolie, une répression féroce s'est abattue dans nos quartiers. 151 de nos fils, filles, nièces, neveux, ou élèves ont été interpellés, humiliés, parqués comme des prisonniers de guerre. Les images que nous avons vues sont terribles : genoux au sol, mains sur la tête, face contre le mur, certains de ces jeunes avaient même les mains ligotés avec des rilsans. Ils ont ensuite été acheminés vers différents commissariats du département. Nous sommes restés plusieurs heures sans nouvelles. À ce jour, certains parents ne savent d'ailleurs toujours pas où leur enfant a été amené. Tous ces faits sont inacceptables.

Les autorités ont tenté de justifier ces interpellations par les dégradations matérielles auxquelles auraient participé quelques jeunes. Nous leur répondons que rien ne peut justifier une telle violence et une telle humiliation. À leur manière, nos enfants exprimaient une rage qui s'inscrit dans un contexte de mobilisations sociales, et en l'occurrence lycéennes, générales. Si la colère est nationale, les réponses apportées par les autorités varient en fonction des populations et des territoires. Sur les 700 interpellations recensées hier, 20 % se sont déroulées à Mantes-la-Jolie... et nulle part nous n'avons vu de telles images. C'est un traitement d'exception que l'on sait réservé aux habitants des quartiers populaires. C'est un traitement d'exception auquel nous sommes systématiquement confrontés.

Nous, parents d'élèves, habitants, professeurs avons donc décidé de nous constituer en Collectif de Défense des Jeunes du Mantois. Nous ne laisserons pas passer cette énième atteinte à leur dignité et à la nôtre. Nous avons décidé de nous constituer partie civile et de porter cette affaire devant les tribunaux. Nous organisons, dès lundi, une rencontre publique contre la répression. Et nous exigeons :

- la libération immédiate de tous les lycéens encore en garde-à-vue
- l'abandon de toutes les charges qui pèsent contre eux

Nous appelons tous les parents d'élèves, l'ensemble du corps enseignant et les forces associatives, syndicales et politiques à nous rejoindre et nous soutenir dans ce combat pour la justice et la dignité de nos jeunes.